



Le Yémen : entre intégration politique et spirale de la (contre-)violence

François Burgat, Laurent Bonnefoy

► To cite this version:

François Burgat, Laurent Bonnefoy. Le Yémen : entre intégration politique et spirale de la (contre-)violence. 2008. halshs-00372135

HAL Id: halshs-00372135

<https://shs.hal.science/halshs-00372135>

Preprint submitted on 31 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Yémen : entre intégration politique et spirale de la (contre-)violence¹

- François BURGAT (CNRS, Institut Français du Proche-Orient – Damas)
- Laurent BONNEFOY (post-doc CNRS/ANR, chercheur associé à l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman – Aix-en-Provence)



Photo : Sit-in à Aden, mars 2008, Laurent Bonnefoy

¹ Rapport publié et traduit en espagnol par Casa Arabe (Madrid), 2009.

Situé au sud du royaume d'Arabie Saoudite et à l'ouest du sultanat d'Oman, sur un territoire d'une taille équivalente à celui de la France, la République du Yémen est le pays le plus pauvre et le plus peuplé (24 millions d'habitants en 2008) de la péninsule Arabique. Au carrefour de plusieurs régions stratégiques (Proche-Orient, corne de l'Afrique, océan Indien et péninsule Arabique), le Yémen semble être malgré tout périphérique dans chacune d'entre elles. En effet, il demeure exclu du « club de riches » formé par les « pays du Golfe » (Carapico, 2004 ; Detalle (dir.), 2000), reste fréquemment stigmatisé par ses voisins qui voient en lui une source d'instabilité, et ses gouvernements successifs au cours du 20^{ème} siècle ne semblent pas particulièrement avoir cherché à faire de la mer Rouge un pôle d'intégration régionale.

Certes le Yémen n'a été que très rarement unifié au cours de sa longue histoire. Pourtant, l'identification d'un peuple yéménite et d'un territoire nommé Yémen est une réalité, peut être fluctuante au fil des siècles (Klaric, 2008), mais présente dès avant l'avènement de l'islam au 7^{ème} siècle de notre ère. Le texte coranique et la Tradition prophétique (*Sunna*) multiplient les références au Yémen, rappelant que son peuple a été le premier à embrasser la religion musulmane, ou encore soulignant sa sagesse (*al-hikma yamaniya*) et sa foi (*al-iman yaman*) (al-Shaybani, 2003). Avant cela, dès la période antique, les royaumes de la route de l'encens, notamment ceux de Saba, du Hadramaout ou de Qataban, leurs échanges commerciaux, le partage d'un alphabet et de langues ainsi que d'un panthéon donnent une certaine cohérence à cet espace yéménite, que les Romains désignent alors par le nom évocateur d'*Arabia Felix* (Arabie heureuse) (Schiettecatte, 2008).

D'avantage que d'autres pays de la région, créés artificiellement par le colonisateur (Jordanie, Iraq, Koweït) ou fruits de constructions récentes (Arabie Saoudite, Qatar ou Emirats Arabes Unis), l'idée d'une nation yéménite ressemble a priori à une évidence (Dresch et Piscatori (dir.), 2005). Il n'est point de minorité

linguistique ou ethnique véritablement significative. Les Yéménites sont dans leur immense majorité musulmans et revendiquent apparemment une même histoire, tout en se référant à des mythes et symboles communs, au premier rang desquels celui de la reine de Saba ou encore celui du qat, léger narcotique mâché quotidiennement par une large majorité des habitants (Varisco, 1986).

La nation yéménite n'a pour autant cessé d'être remise en cause au fil des siècles tant par des facteurs internes qu'externes, infra-étatiques (régionalisme ou tribalisme) ou supra-étatiques (empires, colonisation, nationalisme arabe, socialisme). Longtemps, l'idée d'un Yémen unifié n'est alors restée qu'une aspiration largement partagée mais inaccessible (Kostiner, 1996).

Fragmenté administrativement en petits royaumes pendant la période antique puis en sultanats et imamats pendant la période islamique, divisé par la concurrence des empires ottoman et britannique, puis par la guerre froide entre d'un côté la République arabe du Yémen (RAY) au Nord et la République populaire et démocratique du Yémen (RPDY) au Sud, le Yémen ne s'est unifié que le 22 mai 1990 au terme d'un processus politique long et complexe qui aboutit à la création de la République du Yémen et engage le pays dans un processus de démocratisation. Cette unification qui semblait aller de soi et corriger l'anomalie induite par la division, continue pourtant à donner lieu à diverses contestations. Les termes concrets de l'unité entre le Nord et le Sud, avalisant notamment la domination des élites du premier, donnèrent lieu à une brève guerre en 1994 et font encore aujourd'hui l'objet de bien des controverses. De plus, face à un Etat qui reste en construction, qui se montre souvent incapable d'offrir ses services à l'ensemble des citoyens (éducation, santé, sécurité, justice, infrastructures) et auquel le contrôle de nombreuses régions continue à échapper, l'idée nationale peut apparaître encore comme bien hypothétique.

Aujourd'hui, le Yémen reste la seule république de la péninsule Arabique. Il est par ailleurs un des rares Etats arabes à avoir connu des élections relativement libres permettant, comme en 2006 lors de l'élection présidentielle et malgré les différents blocages institutionnels et politiques, à l'opposition de concurrencer directement le pouvoir de 'Ali 'Abd Allah Salih (Philips, 2008). La liberté de la presse,

bien qu'imparfaite, est sans doute mieux assurée qu'ailleurs dans la région. En dépit de la répression touchant directement des journalistes ou conduisant à la suspension de journaux (*al-Shura* en 2004, ou encore *al-Wasat* en avril 2008), une presse foisonnante, indépendante et souvent courageuse dénonce régulièrement la corruption du pouvoir, lance des débats et mène des enquêtes approfondies. Une société civile tant traditionnelle (acteurs religieux et tribus) que moderne (associations, ONG, syndicats : Ben Nefissa, Grabunzija et Lambert (dir.), 2008) parvient, pour sa part, à freiner bien des velléités autoritaires du régime et à assurer un certain partage des ressources du pouvoir. Malgré des dynamiques sociales complexes et en dépit d'une formule politique originale car longtemps inclusive, le Yémen a acquis au cours des dernières décennies une solide réputation d'instabilité, de conservatisme social, voire de fondamentalisme, et de violence terroriste.

L'histoire du Yémen contemporain offre un éventail très large des itinéraires et des modalités de la relation à l'Occident ainsi qu'un système complexe et changeant de distribution du pouvoir entre différents groupes. Cette originalité aurait dû contribuer à le faire considérer, à l'échelle du monde arabe tout entier, comme un observatoire privilégié des itinéraires de la modernisation politique et sociale. C'est pourtant encore loin d'être le cas et l'histoire du 20^{ème} siècle des ou du Yémen n'est pas encore entrée dans le tronc commun de la connaissance scientifique du monde arabe. Pour cette raison, il n'est pas superflu de rappeler quelques unes des dates charnières de cette histoire et les grandes caractéristiques du terroir humain et géographique qui lui a servi de cadre.

Repères chronologiques :

1948 : Echech de la tentative d'instauration d'une monarchie constitutionnelle au Yémen du Nord par les « Libres ». Structuration des mouvements d'opposition à l'imamat zaydite.

1962 : Révolution instaurant la république au Yémen du Nord, qui devient la République arabe du Yémen (RAY). Début de la guerre civile qui voit s'affronter les

républicains aidés militairement par l’Egypte nassérienne et les royalistes soutenus par l’Arabie Saoudite.

1963 : Début de l’insurrection indépendantiste au Yémen du Sud contre la colonisation britannique.

1967 : Indépendance du Yémen du Sud, qui devient en 1970 la République populaire et démocratique du Yémen (RPDY).

1970 : Fin de la guerre civile en RAY, instauration d’un compromis républicain.

1972 : Première guerre entre la RAY et la RPDY.

1978 : Arrivée de `Ali `Abd Allah Salih à la tête de la RAY.

1979 : Seconde guerre entre la RAY et la RPDY.

1986 : Violences inter-socialistes en RPDY faisant en une semaine plusieurs milliers de morts à Aden.

1990 : Unification du Nord et du Sud, naissance de la République du Yémen. Naissance du multipartisme.

1991 : Position de neutralité du Yémen lors de la Guerre du Golfe. En représailles, les monarchies du Golfe ordonnent l’expulsion de fait du million de travailleurs yéménites présents sur leur territoire.

1993 : Premières élections législatives multipartisanes.

1994 : Guerre de « sécession » opposant les armées de l’ex-RPDY à celle de l’ex-RAY suite à l’annonce par le vice-Président `Ali Salim al-Bidh de la sécession des provinces du Sud. Les troupes du Nord entrent dans Aden en juillet.

1999 : Première élection présidentielle au suffrage universel. Ali Abd Allah Salih élu avec 96,3% des voix.

2000 : Attentat à Aden, attribué à al-Qaïda, contre le navire de guerre américain USS Cole.

2001 : Le Yémen devient un allié de la « guerre mondiale contre le terrorisme »

2004 : Début de la guerre de Sa`da dans le nord du pays opposant l’armée yéménite à un groupe, la Jeunesse croyante, se réclamant de la doctrine religieuse zaydite.

2006 : Election présidentielle au suffrage universel. Le candidat de l’opposition, Faysal Bin Shamlan obtient près de 22% des voix. `Ali `Abd Allah Salih réélu.

2007 : Mouvements de contestation dans les gouvernorats de l'ex-RPDY.

2008 : Attentat, attribué à des groupes islamistes, contre l'ambassade américaine à Sanaa. Cette attaque fait suite à une vague de violences visant tantôt les intérêts occidentaux, tantôt les services de sécurité yéménites.

Dans les pages qui suivent, les auteurs entendent d'abord montrer combien, depuis les années 1960, le régime s'est construit pour l'essentiel sur le registre de l'inclusion et la volonté de dépasser les dualismes historiques et sociaux. Nous entendons nous pencher particulièrement sur le rôle (relativement limité) qu'ont pu jouer les différentes idéologies dans le jeu politique et insister sur le caractère souvent fonctionnel du partage du pouvoir qu'elles ont laissé mettre en œuvre. Dans la mesure où l'Etat yéménite, contrairement à bien d'autres cas dans la région, ne s'est pas construit en opposition à la société, le système politique a largement fait l'économie d'une certaine violence répressive et a permis d'intégrer de nombreux acteurs, non seulement les leaders des structures tribales mais également la majeure partie de la génération dite islamiste.

Dans un second temps, nous verrons combien cet équilibre, si imparfait puisse-t-il être, se trouve remis en cause tant du fait de l'autoritarisme croissant du pouvoir que de pressions extérieures, liées notamment à la lutte « contre le terrorisme » emmenée par les Etats-Unis et leurs alliés.

I/ : Le difficile partage des ressources politiques

Les dualismes de la généalogie, de la religion et de l'histoire

Le plus évident des particularismes du Yémen résulte avant tout du double dualisme de sa géographie physique mais plus encore de son histoire. La coupure politique entre Sud et Nord n'a certes pas existé de tout temps. Avant que les

intérêts britanniques sur la route des Indes ne viennent en janvier 1839 se confronter à ceux d'un empire ottoman déjà sur le déclin, aucune frontière ne divisait complètement le « pays du Sud », ou « de la droite » (*bilad al-yamin*). Cependant, la frontière naturelle entre les hauts plateaux du Nord, difficiles d'accès, et les plaines côtières, plus naturellement ouvertes aux influences et aux échanges avec l'extérieur, a tôt eu des répercussions sur la géographie sociale et politique qui, au cours du 20^{ème} siècle, a produit deux parcours historiques bien distincts. Signe de son ancrage, cette division, que de nombreux Yéménites ont, sans doute un peu trop vite, considérée comme uniquement artificielle ou imposée de l'extérieur, n'en continue pas moins à jouer un rôle aujourd'hui.

L'histoire du Yémen est marquée par un morcellement à la fois politique, social et religieux (Mermier in Leveau, Mermier, Steinbach (dir.), 2000). Lorsque l'on évoque la question des identités religieuses au Yémen, il semble entendu que les Yéménites (si l'on excepte les minorités juives, ismaéliennes et hanafites qui représentent tout au plus quelques dizaines de milliers de personnes) se répartissent à peu près équitablement selon deux écoles de l'islam : le zaydisme appartenant au chiisme et le chaféisme sunnite (al-Akwa', 2000). Le sens commun a souvent tendance à considérer que l'opposition entre ces deux identités religieuses structure à titre principal le paysage politique et social yéménite. De fait, même s'il ne recouvre pas la frontière politique entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud (les zaydites sont absents du Sud alors qu'au Nord, les chaféites constituent une importante minorité, voire la majorité) et ne peut être considéré comme réellement structurant et polarisant dans la mesure où les différences doctrinales se sont atténuées au fil des siècles (Haykel, 2003), le dualisme des identités religieuses a pu accentuer la division en deux Etats et retarder l'émergence d'un sentiment national. A certaines périodes, comme au 17^{ème} siècle lorsque les imams zaydites cherchaient à conquérir les régions chaféites du Yafi' et de Lahj, le zaydisme des hauts plateaux constituait un véritable repoussoir (Serjeant, 1990). Inversement, au 15^{ème} siècle, l'Etat rasulide dont le cœur se trouvait à Tazé a dû faire face aux attaques répétées des zaydites qui refusaient la tutelle exercée par ce pouvoir

sunnite (Vallet, 2006).

Le Nord, difficile d'accès, caractérisé par ses hauts plateaux et ses profondes vallées, n'a pas connu la colonisation, tout au plus est-il confronté à une occupation ottomane militaire et administrative au 17^{ème} siècle, puis entre 1872 et 1918 (Farah, 2002). Malgré cette présence, le régime de l'imamat zaydite maintint son pouvoir et a ainsi pu contrôler de manière continue tout ou partie de l'actuel Yémen pendant plus de mille ans, soit jusqu'en 1962, date de la révolution républicaine. Longtemps, l'imamat, expression politique de la doctrine religieuse chiite du zaydisme, s'appuie militairement sur la puissance des tribus et recrute (théoriquement selon un système non héréditaire et en fonction de leurs propres mérites de *mujahid* (combattant), *mujtahid* (interprète des textes juridiques et religieux), de cavalier, etc.) ses Imams parmi la catégorie des descendants du Prophète, les *sayyid*. Contrairement aux hommes de tribus qui se revendiquent de la descendance mythique de Qahtan, l'ancêtre des Arabes du sud, les descendants du Prophète se réfèrent pour leur part à 'Adnan, l'ancêtre supposé des tribus arabes du nord. Selon la légende, les *sayyid* ne seraient arrivés sur le territoire yéménite que tardivement, après l'avènement de l'islam, sollicités comme intermédiaires pour régler des différends entre des tribus qahtanites en conflit. Ainsi pèse-t-il parfois sur cette catégorie une forme de suspicion ou une accusation d'exogénéité. Bien qu'ils aient longtemps prétendu au pouvoir (en zone zaydite au Nord, comme dans les sultanats chaféites du Sud où ils sont également présents et ont joué un rôle tant politique que religieux), la généalogie leur confère, aux yeux de certains de leurs adversaires, une sorte de déficit nationaliste. Cette dualité des origines de la population, certes essentiellement symbolique dans la mesure où elle ne repose pas sur des critères ethniques ou linguistiques, constitue un clivage qui a jusqu'à ce jour été régulièrement instrumentalisé à différents moments clefs de l'histoire (Ho, 2006).

Lors de la période précédant la révolution de 1962, la structure sociale traditionnelle de la population des hauts plateaux zaydites se révèle

particulièrement rigide et limitative. Les *sayyid* précèdent dans la hiérarchie sociale les *qadi* (pl. *qada*), aristocratie non point religieuse mais juridique ou du pouvoir bureaucratique (Messick, 1996). Ces « juges » sont d'autant plus proches du détenteur du pouvoir qu'ils ne peuvent pas, *intuitu personae*, le menacer. Ils sont en revanche assez logiquement enclins à contester un système qui les écarte de la voie royale de l'imamat. Il ne sera donc guère surprenant que ce groupe fournisse de nombreux leaders révolutionnaires du milieu du 20^{ème} siècle. Viennent ensuite les membres de plusieurs centaines de tribus, essentiellement agriculteurs et éleveurs. Ces tribus sont principalement regroupées en deux grandes confédérations Hashid et Bakil, un temps nommées « les deux ailes armées de l'imamat » » (al-Maqhafi, 2002). Aux marges de la hiérarchie sociale, viennent alors les *banu al-khums* qui exercent des professions jugées infamantes (barbiers-coiffeurs, tanneurs, musiciens, bouchers ...), la communauté juive « protégée » et enfin les *akhdam*, quasi « caste » intouchable de serviteurs, dont la couleur de la peau tendrait à indiquer que leurs ancêtres seraient venus de l'autre côté de la mer Rouge (Mermier, 1997b).

Naturellement, cette auto-division de la société a longtemps servi les détenteurs du pouvoir. Elle fut également à l'origine de revers pour tous les révolutionnaires qui firent, dans un premier temps, en 1948, l'erreur de la sous-estimer.

Le combat contre les Ottomans et la réhabilitation complète de l'imamat par l'imam Yahya Hamid al-Din puis son fils Ahmad au début du 20^{ème} siècle offrent certes une légitimité nationaliste au régime royaliste. Mais celui-ci, au lieu de s'ouvrir comme les autres pouvoirs de la région, choisit de s'enfermer dans une politique isolationniste et anti-moderniste. Le système alimente les divisions sociales ou confessionnelles : l'élite régnante des *sayyid* est minoritaire dans les Hauts plateaux alors que la doctrine zaydite n'est pas partagée par l'ensemble de la population au Nord et est absente au Sud. Dans ce contexte, l'alliance entre certaines tribus zaydites, emmenées notamment par 'Abd Allah bin Husayn al-Ahmar, et les élites modernistes chaféites ou zaydites précipite la chute du régime de l'imamat et

donne naissance en 1962 à une république. Le discours des nouvelles élites lui assigne le dépassement des clivages sociaux et religieux. Ce n'est qu'au bout d'une guerre civile longue de huit ans, et grâce à de nombreux compromis, que cette réalité va parvenir à s'imposer sur l'ensemble du territoire.

Au cours du 20^{ème} siècle, le Sud connaît une trajectoire tout à fait différente, voire opposée. A partir de 1839, la colonisation britannique d'Aden puis de son hinterland institue juridiquement la division avec le Nord et ouvre la voie à des formes de déculturation, qui bien que limitées pour l'essentiel aux villes côtières, n'en sont pas moins marquantes. Aden se modernise, des nouveaux quartiers sont créés, des voyageurs parcourent le pays, un système administratif se met en place et les modes de vie changent rapidement. Etape sur la route des Indes et de l'Asie, le port d'Aden prend de l'importance, attirant les populations de l'hinterland, et devient au début du 20^{ème} siècle le deuxième plus grand port du monde, après celui de New York (Dresch, 2000). Cette ouverture vers l'extérieur, bien différente de celle du Nord, n'est alors pas seulement le fait de la colonisation mais est également le fruit d'une vieille tradition migratoire et commerciale des habitants des régions du Sud, particulièrement du Hadramaout et du Yafi` qui établissent des réseaux en Asie du sud-est, en Europe ou aux Etats-Unis (Ho, 2006). Aden est à l'époque une ville cosmopolite qui attire les commerçants et voyageurs, qui tels Arthur Rimbaud et, plus tard, Paul Nizan, contribuent à en faire un lieu à l'histoire particulière, qui tranche singulièrement avec la trajectoire des villes et villages des hauts plateaux comme Sanaa ou Sa`da.

Après plus de quatre années de lutte et de répression, une guérilla d'inspiration marxiste obtient l'indépendance d'Aden et des provinces de l'Arabie du Sud le 30 novembre 1967. Le départ des Britanniques donne lieu à des luttes internes aux mouvements indépendantistes. Ce sont alors les maximalistes du Front de libération nationale qui en sortent victorieux (Halliday, 1974 ; Lackner, 1985). En 1970, ils proclament la création de la République populaire et démocratique du Yémen (RPDY). Celle-ci, soutenue par l'Union soviétique, engage une politique de modernisation à marche forcée, qui constitue une autre forme de déculturation.

Rien ne manque, au registre formel d'une « dé-islamisation » institutionnelle, politique et symbolique : ni la fuite (au Nord ou en Arabie Saoudite), à partir du début des années soixante-dix, de la quasi-totalité des leaders du mouvement islamiste ; ni la nationalisation des *Waqf* (biens religieux) qui va priver les oulémas de leur indépendance économique ; ni la fonctionnarisation de ces oulémas au service d'un État-régime qui pouvait les promouvoir ou les reléguer à sa guise ; ni le refus par le régime de participer aux grandes conférences islamiques ; ni son soutien – unique à l'échelle arabe – à l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979 ; ni enfin la tonalité de ses médias, les seuls dans la région à ne point publier les horaires des prières quotidiennes, à n'accorder aux grandes célébrations religieuses qu'une place minime et à stigmatiser les pertes en tous genres (baisse de la productivité, hausse de la consommation) qui découleraient du respect des pratiques du mois de ramadan. Une telle politique pourra être comparée, quelques années plus tard, par la voix d'un leader salafi, originaire du Nord à « ce que font les Juifs aux Palestiniens » (Bonnefoy, 2007).

L'impact de cette brève expérience socialiste ne doit pas pour autant être surestimée. Au Yémen du Sud, comme ailleurs dans les républiques soviétiques d'Asie Centrale qui ont connu une expérience similaire, les objectifs de transformation radicale de la société n'ont jamais été atteints : les politiques de l'État ne touchent que rarement les campagnes et n'affectent qu'à la marge les structures sociales existantes. « L'ennemi de classe » religieux n'a pas été anéanti. Il n'est alors pas surprenant de constater que la chute du socialisme au début des années 1990 entraîne un retour en force des acteurs et des solidarités traditionnels et le développement de nouveaux acteurs religieux.

Le laborieux dépassement des divisions héritées de l'histoire

Face à de telles fragmentations tant historiques que religieuses et généalogiques, l'ambition affichée du projet républicain, d'abord au Nord depuis 1962, puis dans les régions du Sud depuis 1990-1994, est bien de les dépasser pour construire une nation pérenne (Dresch, 2000). Cela passe, au Nord, par le

reniement d'un régime, l'imamat zaydite, qui se fonde sur la pré-éminence politique d'une aristocratie religieuse, les descendants du prophète (*sayyid*), et institue la marginalisation politique des chaféites (qui ne peuvent par principe accéder au pouvoir suprême). Au Sud, le projet républicain implique, avec l'unité de 1990, la renonciation au projet socialiste qui alimentait pour sa part une sorte de déculturation et induisait l'élimination ou la répression des acteurs traditionnels.

Le dépassement républicain ne se fait pas sans violences ni maladroites. Il demeure, comme nous allons le voir, incomplet et continue à incarner ici et là une nouvelle forme de domination à même de produire des réactions de rejet.

Autant que le régime de l'imamat en son temps et dans les régions du Yémen du Nord, le pouvoir socialiste échoue à construire une forme fonctionnelle de consensus national. L'idéologie qu'il porte est perçue comme une doctrine importée qui, comme la colonisation ailleurs, est accusée de saper les fondements de la culture intuitive islamique et, ce faisant, le socle des appartenances primaires. Les luttes intestines du parti socialiste yéménite (qui culmineront, en janvier 1986, avec plusieurs milliers de morts et l'élimination ou l'exil de la majorité des cadres de ce parti), le faible soutien dont jouit l'idéologie marxiste sous ses différentes formes parmi la population ainsi que l'épuisement du sponsor soviétique à la fin des années 1980, vont favoriser un assouplissement de la ligne « socialiste » et, in fine, pousser les dirigeants de la RPDY à accepter le principe d'une unification Nord Sud et d'un compromis.

La phase transitoire de la République yéménite unifiée crée un système bicéphale représenté par d'un côté le président 'Ali 'Abd Allah Salih, et de l'autre le vice-président 'Ali Salim al-Bidh. Il contraint paradoxalement les deux ex-partis uniques à élaborer les règles d'un Etat de droit, garant de leur survie dans le système. Ce « pluralisme armé » (Burgat, 2000) ne tient toutefois pas longtemps. Il éclate en 1994 lorsque certaines élites socialistes, soutenues par l'Arabie Saoudite et certains riches commerçants de la région du Hadramaout, optent pour la sécession. Une guerre s'ensuit et les troupes du Nord, victorieuses, entrent dans Aden le 7 juillet 1994, entraînant de facto, la fin du socialisme au Yémen en tant

que force politique capable de contrebalancer le pouvoir (Detalle, 1996). Par les populations du Sud, le Nord va dès lors être perçu de manière ambivalente : si on lui accorde le bénéfice d'avoir mis fin à la parenthèse socialiste négative car déstructurante, il va également être perçu comme le vecteur d'une nouvelle domination, voire d'une nouvelle « colonisation ».

Au Nord, le compromis fondateur de la république élaboré à la fin des années 1960 est à la source d'un équilibre du pouvoir particulier dont les éléments essentiels perdurent encore aujourd'hui, bien que de manière plus fragile. Il se fonde notamment sur un accord tacite visant à intégrer les différentes composantes du paysage politique yéménite. Cette spécificité apparaît autant comme le fruit d'une stratégie de partage du pouvoir visant à dépasser les clivages, que comme le résultat d'une incapacité de l'Etat à monopoliser les ressources économiques, militaires, religieuses ou même symboliques. De fait, l'acteur étatique, fruit d'une révolution nationaliste, se révèle peu à même de construire l'adhésion des citoyens grâce à son efficacité bureaucratique, et doit donc en conséquence composer avec ses alliés conservateurs, islamistes compris, et avec la société traditionnelle, notamment les groupes tribaux (al-Hakimi, 2003). Ce partage du pouvoir est certes un gage de stabilité. Mais il peut se révéler dans le même temps néfaste dans la mesure où il contribue à encourager, en en tolérant le principe, les luttes internes au pouvoir.

Le Yémen politique a donc eu un temps une précieuse particularité : celle d'avoir réussi à faire l'économie de la déchirure consécutive à l'émergence des courants islamistes. A la différence de la quasi-totalité des pays du Maghreb, de l'Egypte, de la Syrie, de l'Iraq ou de l'Arabie Saoudite, les prisons yéménites ne regorgeaient pas de prisonniers politiques. Dans une société où les repères symboliques de la culture musulmane n'ont été que très peu bousculés par la modernisation « importée », les islamistes ont été en effet moins réprimés et ostracisés qu'intégrés au système, à tout le moins dans le Nord du pays, aujourd'hui

hégémonique. Jusqu'à très récemment, ce n'est pas sur le terrain du vocabulaire, des 'valeurs' ou de l' 'éthique' et encore moins de la 'religion' que s'exprimait le clivage entre pouvoir et opposition.

Aux sources de l'intégration politique

Cette proximité ne peut être bien comprise sans revenir sur les soubassements historiques de cette formule et donc sur l'histoire de la deuxième moitié du vingtième siècle. Depuis le début des années 1940 et la lutte révolutionnaire contre l'immobilisme de l'imamat zaydite, les islamistes ont été associés à des moments clefs de l'affirmation de la république au Nord et ont ainsi acquis des créances précieuses sur le régime du président 'Ali 'Abd Allah Salih, arrivé au pouvoir en juillet 1978. Le premier jalon date de la participation décisive d'al-Fudhayl al-Wartilani, un envoyé algérien des Frères musulmans de Hassan al-Banna, dans le déclenchement de la « Révolution Constitutionnelle » avortée de 1948 (al-Ahnaf, 1997). Les Frères musulmans ont donc été très tôt directement associés au processus de modernisation politique. Cette coopération avec la république s'est poursuivie au lendemain de la révolution du 26 septembre 1962 avec la longue guerre civile.

Progressivement, le maximalisme des militaires aidés par l'Égypte échoue et le camp des révolutionnaires se fissure : en décembre 1964, les figures historiques des Libres, Muhammad al-Zubayri et Ahmad Nu'man, dénoncent la corruption du pouvoir dirigé par l'homme de Nasser, le colonel 'Abd Allah Sallal. Fin 1967, les royalistes font durant 70 jours le siège de Sanaa et semblent à nouveau en mesure de rétablir l'imamat. Les républicains ont à ce moment-là perdu le soutien de l'armée égyptienne qui vient de se retirer totalement du Yémen du Nord. Pour sortir de l'impasse, un compromis visant à réintégrer dans les structures étatiques les tribus (pas uniquement zaydites), l'*establishment* religieux zaydite proche des royalistes, mais également les « clients » du pouvoir saoudien est élaboré. Il est incarné dans un premier temps par le *qadi* 'Abd al-Rahman al-Iryani qui prend la tête de l'État et s'appuie également sur les Frères musulmans. Outre la pacification du pays et la stabilisation du régime républicain, il entraîne la purge des éléments « gauchistes »

dans l'armée et la cooptation de certains leaders politiques royalistes.

Dès le début des années 1970, ce compromis entre les différentes composantes du paysage politique yéménite est soutenu par le pouvoir saoudien qui finance le budget du Yémen du Nord. C'est cette formule qui a été depuis lors sans cesse réactualisée et réinventée par les gouvernements successifs. L'échec du projet modernisateur du Président Ibrahim al-Hamdi, assassiné en octobre 1977, peut être considéré comme la conséquence de son empressement à rompre cet équilibre existant en voulant réduire l'emprise des tribus sur les structures étatiques. A l'inverse, dès 1978, le pouvoir de 'Ali 'Abd Allah Salih va se caractériser par son attention particulière à préserver la relation des institutions étatiques avec les acteurs traditionnels. C'est sans doute là l'un des gages principaux de sa longévité politique.

Depuis plus de quarante ans, cet équilibre fondateur (il est vrai plus ou moins étendu à l'ex-Yémen du Sud et à ses élites socialistes à partir de 1990) a donc permis, à la différence de bon nombre d'autres Etats du monde arabe, la participation, dans leur diversité, des forces politiques réelles, et notamment des islamistes (Detalle, 1997). Très tôt, dans les gouvernements, dans les institutions locales ou informelles, ces opposants islamistes, ostracisés presque partout ailleurs, ont été largement représentés ou associés au pouvoir. Dès novembre 1967, 'Abd al-Malik al-Tayyib, l'un des dirigeants des Frères musulmans, est nommé ministre de l'Éducation et de l'Information de la R.A.Y. Au cours des années 1970, c'est 'Abd al-Majid al-Zindani, ancien compagnon d'al-Zubayri, membre de la branche conservatrice des Frères musulmans qui devient responsable de l'enseignement religieux au Yémen du Nord à travers le Bureau de l'orientation (*Maktab al-tawjih wa al-irshad*). De nombreux enseignants égyptiens et soudanais, réputés proches de la même mouvance, sont recrutés par le réseau éducatif, notamment dans le système d'enseignement parallèle des Instituts scientifiques (*al-Ma'ahid al-'ilmiyya*) financé grâce à une importante dotation budgétaire saoudienne. Le commandement de l'armée nationale yéménite s'est également ouvert à plusieurs personnalités proches des islamistes. Tel est le cas d'un parent du Président Salih, 'Ali

Muhsin al-Ahmar. A la tête d'une importante brigade basée à Sanaa, il est perçu comme l'un des personnages les plus obscurs et les plus controversés du pouvoir.

La reconnaissance des opposants a bien sûr toujours connu des limites. La création en 1982 au Yémen du Nord du Congrès populaire général (C.P.G. – *al-Mu'tamar al-sha'bi al-'amm*) exprimait, outre des velléités autocratiques évidentes, la volonté du Président Salih de se préserver des exigences du multipartisme en prônant un unanimisme idéologique dont il n'a cessé de vouloir être le bénéficiaire.

Malgré ses limites, c'est pourtant bien cette participation des islamistes qui fonde la capacité d'intégration du système politique de la R.A.Y., qui sera, avec quelques nuances, élargie à l'ensemble du Yémen au cours de la décennie 1990. Elle explique pour une large part que la société du Yémen du Nord (qui représente environ 80% de la population totale du Yémen unifié) n'ait pas connu de rupture violente et profonde entre le pouvoir et les acteurs tribaux et religieux traditionnels. Bien que plus lentement qu'ailleurs et avec des ressources plus maigres, le pouvoir yéménite s'est donc bâti sur un consensus bien plus large que celui que parvenaient à mobiliser ses homologues du nord de l'Afrique notamment. C'est cette stratégie, favorisant la cooptation et certains accommodements avec l'opposition, qui a, sans toutefois jamais l'éliminer, sans doute limité la répression.

L'unification des deux entités yéménites le 22 mai 1990 n'a pas affecté sensiblement la donne. Face à des élites socialistes de l'ex-Yémen du Sud déstabilisées et peu influentes, mais qui dirigent avec lui le pays dans le cadre de l'accord d'unité, 'Ali 'Abd Allah Salih fait le choix d'associer les islamistes au pouvoir. En les cooptant en lieu et place des « partenaires » socialistes, il parvient ainsi à déplacer utilement les frontières de son opposition. Au lendemain des élections législatives de 1993 et jusqu'en 1997, le gouvernement yéménite comprend plusieurs ministres appartenant à al-Islah (le Rassemblement Yéménite pour la réforme), un parti fondé en septembre 1990 par des islamistes proches des Frères musulmans, des hommes de tribu et des commerçants (Dresch, Haykel, 1995). Malgré quelques tensions épisodiques, c'est avec les voix du parti au pouvoir que le cheikh 'Abd Allah al-Ahmar, leader de ce parti al-Islah et de la principale confédération tribale du pays (Hashid), est réélu de 1993 à sa mort en 2007 à la

présidence du Parlement.

Au début des années 2000, l'institutionnalisation de l'opposition ainsi que certaines tentatives, parfois fructueuses au niveau local, de rapprochement entre les islamistes d'al-Islah, les nassériens et les socialistes à travers le groupe al-Liqā' al-mushtarak (la Rencontre commune, Browers, 2007), vont certes peiner à présenter une alternative crédible mais signalent une nouvelle volonté des dirigeants et militants d'al-Islah de se ranger de manière plus systématique dans l'opposition. Il reste toutefois que grâce à sa stratégie d'intégration et de compromis, le pouvoir est en fait parvenu à couper l'herbe sous le pied d'une large partie de ses concurrents. Ces derniers hésitent dès lors à jouer pleinement leur rôle et à assumer la rupture qu'implique la recherche de l'alternance, lui préférant souvent le confort de la cooptation (Schwedler, 2007). L'aveu que concède un militant du parti al-Islah illustre le talent clientéliste du régime: « Le C.P.G. n'est pas un parti, il n'a pas d'idéologie ou d'organisation. Il n'est incarné que par des voitures et des salaires et si le Président Salih s'en va, il disparaîtra. »

Au cours de la campagne de l'élection présidentielle du 20 septembre 2006, malgré la publication en mars de la même année d'un ambitieux programme d'alternance par al-Liqā' al-mushtarak, l'opposition tarde à présenter un candidat crédible face au président Salih. Pire, certains de ses membres, y compris le président du parti al-Islah, 'Abd Allah al-Ahmar, vont même jusqu'à demander à l'opposition de choisir le Président comme candidat. D'autres, comme 'Abd al-Majid al-Zindani, pourtant membre du conseil consultatif d'al-Islah et accusé par les États-Unis d'être lié à al-Qa'ida, choisissent (ou s'estiment contraints) d'entretenir une neutralité bienveillante à l'égard du chef de l'Etat.

Grâce aux ressources du « fondamentalisme d'Etat » le pouvoir affirme sa légitimité et réduit les marges de manœuvre de l'opposition islamiste. Au cours de l'hiver 2006, comme d'autres gouvernements arabes, il fait de la surenchère dans l'affaire des caricatures danoises du Prophète, entend « défendre l'Islam », en prônant le boycott des produits danois et organise de grandes manifestations « spontanées » dans les principales villes du pays. En revanche, il innove et se singularise lorsqu'il affiche d'étroites relations avec le Hamas palestinien au

lendemain de sa victoire dans les urnes de janvier 2006 et de la grande tension qui en résulte avec l'autorité palestinienne. Début 2008, le gouvernement yéménite entend également jouer les intermédiaires entre le Fatah et le Hamas en conflit. Au printemps de la même année, le vif débat politique autour de la constitution d'un Comité de défense du bien et de pourchas du mal, forme de police religieuse et des mœurs inspirée du modèle saoudien, indique la volonté de certaines franges du pouvoir de ne pas se laisser dépasser par son opposition religieuse en maintenant une stratégie de conciliation et d'alliance. Ponctuellement, les différentes institutions yéménites peuvent également se répartir les rôles afin de maintenir un semblant d'indépendance et de souveraineté, et de prouver la capacité du pouvoir à conserver une rhétorique nationaliste en dépit de l'alliance avec les Etats-Unis dans le cadre de la lutte anti-terroriste. En 2002 par exemple, le Conseil consultatif (*majlis al-shura*), chambre haute du Parlement composée de membres nommés par le Président, a voté une résolution appelant les pays arabes à stopper toute coopération avec les Etats-Unis tant que ceux-ci poursuivraient leur politique pro-israélienne.

Par ailleurs, l'existence d'une « société civile en armes », s'appuyant essentiellement sur les structures tribales, capable de contrer (parfois par la violence) les tentations autoritaires des dirigeants, a globalement mis un frein à la répression étatique à l'encontre des islamistes avec qui elles se sont souvent alliées. En effet, depuis la révolution de 1962 au Nord et la lutte engagée dès les années 1970 contre le régime socialiste au Sud, les groupes islamistes conservent des liens de « patronage » avec les grandes confédérations tribales des hauts plateaux et du centre du pays. Paradoxalement, l'inefficacité du contrôle de la diffusion des armes, légères ou semi lourdes (hormis dans la capitale) si elle représente un risque important pour la stabilité du pays joue également, selon une logique équivalente à l'équilibre de la terreur au cours de la guerre froide, un véritable rôle de régulateur.

L'armée est également un élément central de la formule politique yéménite. Elle est certes l'une des institutions les plus puissantes mais continue à être profondément affectée par des problématiques tribales ou régionales. Elle sert en

effet à redistribuer une large part des ressources à différentes communautés, particulièrement dans des zones où les infrastructures étatiques et les emplois de fonctionnaires sont absents. Elle constitue à la fois un indicateur du processus de construction de l'Etat central et en même temps un pis-aller ou un signe de son incapacité à redistribuer ses ressources ou à prouver sa légitimité autrement que par le clientélisme. De nombreux chefs de tribus occupent ainsi un emploi (bien souvent fictif) d'officier, entretenant une culture de l'impunité et encourageant la violence et différents trafics (armes, drogue, alcool, antiquités, etc.). D'après les Nations Unies, le budget de l'armée s'élevait à 7% du PIB en 2005. Il a selon toute vraisemblance continué à croître depuis, ce qui en fait un des plus importants du monde rapporté à la richesse par habitant. En dépit de cet investissement particulier, l'armée yéménite continue à être mal entraînée et peu efficace, ce qui est à même de favoriser certaines stratégies militaires brutales.

Dans une certaine mesure, cet équilibre politique fondé sur un principe d'intégration a donné la possibilité aux différentes composantes islamistes, y compris aux salafis et à certains groupes dits « jihadistes », de se développer sans pour autant entrer dans la spirale néfaste de violence/contre-violence que connaissent les autres pays de la région. L'attentat du 12 octobre 2000, attribué à al-Qaïda, contre le bâtiment de guerre américain U.S.S. Cole dans le port d'Aden et les attaques du 11 septembre 2001 n'ont dans un premier temps fait évoluer cet équilibre fragile qu'à la marge. Grâce à la résilience du pouvoir et certains accords tacites passés par celui-ci, en particulier sous forme financière (dont les « Arabes-afghans » avaient été les premiers et principaux bénéficiaires au cours des années 1990), la société yéménite a longtemps échappé à la violence visant directement le régime, ce qui n'a toutefois pas éliminé totalement toute forme de recours aux armes.

Après l'unification, la répression menée par le gouvernement de 'Ali Abd Allah Salih a épargné l'opposition islamiste en ciblant pour l'essentiel les rangs des « perdants de l'histoire », à savoir en 1994 au moment de la guerre, les élites socialistes (al-Suwaidi (dir.), 1995), et depuis l'été 2004 dans le cadre de « l'affaire al-

Huthi », certains groupes zaydites conservateurs. Face à ces deux catégories d'opposants « historiques », plusieurs milices islamistes sont venues prêter main forte au pouvoir et ont ainsi été ensuite réintégrées ou cooptées dans des administrations et soutenues par l'État. L'exemple le plus illustre est sans doute celui de Tariq al-Fadli, leader des « jihadistes » yéménites en Afghanistan et descendant du sultan d'Abyan déposé par les socialistes à la fin des années 1960. Sa participation active à la prise d'Aden en juillet 1994 lui a valu d'être nommé par le gouvernement de Sanaa responsable des affaires tribales de sa région d'origine et d'être nommé au Conseil consultatif.

Une autre explication de l'équilibre du système politique yéménite est de nature religieuse. Elle vise, à travers un processus complexe de convergence, à fonder une nouvelle identité qui, tout en revendiquant son caractère yéménite, contourne le dualisme religieux. Le Mouvement des Libres (Douglas, 1987), initiateur du processus qui mène à la révolution de 1962, avait tôt compris le besoin de dépasser le schisme entre zaydites et chaféites. Son caractère bicéphale avec à sa tête Muhammad Mahmud al-Zubayri le zaydite et Ahmad Muhammad Nu'man le chaféite rappelle cette volonté d'aller au-delà des clivages confessionnels. Pour ce faire, il s'appuie alors notamment sur un courant réformiste musulman apparu dès le 18^{ème} siècle autour des savants Ibn al-Amir et Muhammad al-Shawkani. C'est pour tenter de développer son ancrage tribal que Muhammad al-Zubayri crée en 1964 un « Parti de Dieu » (Hizb Allah), manifestant sa conviction que seule la référence religieuse peut réconcilier la République avec la société rurale très conservatrice où mobilisent les royalistes (Burgat et Camberlin, 2002).

Ainsi, depuis le début des années 1970, le pouvoir, pour des raisons d'unité nationale appuie, voire instrumentalise, le processus de convergence des identités religieuses (Bonnefoy, 2008). Les manuels scolaires d'enseignement islamique publiés par le ministère de l'éducation et de l'enseignement ignorent largement les différences théologiques entre chaféisme et zaydisme. Les cours de *fiqh* (droit islamique) et de *hadith* (tradition prophétique) privilégient les ouvrages classiques

sunnites de Ibn Da'ud, Ibn Kathir, Bukhari et Muslim, ce qui amène alors certains groupes zaydites conservateurs à voir dans ce processus une « wahhabisation » de l'islam yéménite et à dénoncer la main de l'Arabie Saoudite (Abu Zayd, 1991). Le développement des instituts scientifiques (*ma'ahid 'ilmiyya*), forme de système scolaire parallèle largement financé par l'Arabie Saoudite et conçu initialement pour combattre l'offensive idéologique socialiste dans les régions frontalières avec le Yémen du Sud, accentue la prééminence du sunnisme dans l'enseignement. Ces instituts incarnent avec force le paradigme que Franck Mermier désigne par la formule « la Tradition contre les traditions » (Mermier, 1997a) : en s'appuyant sur les sources sunnites, ces instituts favoriseraient un processus mettant particulièrement l'accent sur la tradition prophétique (*Sunna*) aux dépens de certaines traditions populaires perçues comme plus authentiquement yéménites et exprimant une certaine diversité culturelle et religieuse. En 2001, alors que se mettait en place, après une longue bataille législative, leur réintégration dans le système scolaire public, les instituts scientifiques accueillaient environ 600 000 élèves. Pour les défenseurs de ces institutions d'enseignement semi-public, leur fonction était « d'unifier les compréhensions dans la société et d'éloigner celle-ci des failles sectaires et d'écoles de jurisprudence. » (Al-Saqqaf, 2004)

Le processus de convergence ne saurait toutefois être réduit uniquement à une « sunnisation » du zaydisme. Si les zaydites ont dû abandonner certains aspects centraux de leur doctrine, en particulier ceux qui ont trait à l'imamat, les chaféites ont eux même participé au mouvement en évitant globalement la stigmatisation de l'identité zaydite au lendemain de la révolution de 1962. A Sanaa, où les diverses identités sont le plus naturellement en contact, le choix d'un lieu de prière se fait avant tout en fonction d'affinités idéologiques (partisanes notamment) ou plus simplement de la proximité géographique et non nécessairement en fonction de l'affiliation sectaire. De manière plus significative encore, le régime a conservé un certain nombre de traditions favorisant l'entreprise d'intégration républicaine et de réconciliation imposées par la longue guerre civile post-révolutionnaire. Ainsi, depuis 1969 (date à laquelle l'institution est créée), le mufti de la République est toujours d'origine zaydite, sans que cela soit toutefois inscrit dans la législation. Le

premier et plus illustre d'entre eux, Ahmad Muhammad al-Zabara (mort en 2000) était d'ailleurs gendre de l'imam Ahmad et avait été l'enseignant d'al-Badr (héritier de la dynastie des Hamid al-Din et leader des royalistes pendant la guerre civile).

II/ : Un équilibre en péril ?

L'image, largement positive ou optimiste, voire idyllique, que nous venons d'esquisser au cours de la première étape de notre démonstration se révèle toutefois bien incomplète. Le processus républicain n'a pas seulement produit davantage d'intégration politique et moins de stigmatisation sectaire. En effet, certains processus tant internes qu'externes, le rétrécissement progressif du champ politique ou encore les pressions liées à la « guerre mondiale contre le terrorisme » ont affecté négativement cet équilibre politique. Il convient dès lors de se demander comment et pourquoi un tel système, largement fonctionnel, s'est grippé au point de voir ses fondements dorénavant ébranlés.

Les tentations autoritaires du pouvoir

Depuis le milieu des années 1990, au lendemain de l'élimination par les armes du challenger socialiste, la tendance au rétrécissement du champ politique n'a fait que se préciser. Malgré les restes encore vivaces de l'équilibre (dialogue entre les formations politiques, presse foisonnante) que nous avons pu décrire ci-dessus, le régime yéménite s'est engagé dans un processus de normalisation de son système politique. Le partage du pouvoir qui faisait la spécificité du système yéménite à l'échelle du monde arabe est menacé et le régime semble aujourd'hui évoluer vers un système "à l'égyptienne", impliquant à la fois une certaine banalisation de la répression et un degré accru de personnalisation du pouvoir. La nature politique de la participation aux consultations électorales, législatives et présidentielles, organisées depuis la réunification de 1990 illustre de façon éloquente cette dynamique (Burgat, 2000). Indépendamment des micro-formations, les trois partis

qui étaient en lice lors des premières législatives d'avril 1993 (le Congrès général du peuple, Islah et le Parti socialiste) n'étaient plus que deux (après la défection du Parti socialiste, vaincu de la guerre civile de 1994) pour les législatives de 1997 et, pour la « première élection d'un président de la République au suffrage universel », bruyamment célébrée en septembre 1999, le challenger du Président candidat sortant avait été choisi, prudence oblige, dans les rangs de la majorité présidentielle (Wedeen, 2008). En février 2001, une série d'amendements adoptés par référendum avaient sensiblement renforcé les pouvoirs de l'exécutif au détriment de la chambre élue.

Vis-à-vis de la gauche socialiste tout d'abord, l'assassinat, le 28 décembre 2002, dans des conditions demeurées obscures, du numéro 2 du Parti socialiste s'est doublé d'un harcèlement judiciaire et policier croissant à l'égard de la presse et des intellectuels contestataires. La mouvance islamiste n'a pas échappé à cette campagne de normalisation musclée. Aux élections législatives d'avril 2003, le nombre de sièges « concédés » par le pouvoir à al-Islah a considérablement baissé : de 64 en 1997, il est passé à 46, acquis essentiellement dans les circonscriptions urbaines où la présence d'observateurs internationaux a limité l'ampleur des fraudes. Le régime, doté de la majorité absolue des sièges, entendait bien se passer désormais de son ex-allié dans la lutte contre les socialistes.

L'élection présidentielle de septembre 2006, a pu à la fois approfondir cette tendance et paradoxalement donner lieu, pour la première fois dans la région, à une compétition électorale non dépourvue de sens. En mars 2006, l'alliance électorale rassemblait les islamistes d'al-Islah, les socialistes, les nassériens et certains groupes zaydites autour d'un même programme de réformes. Après bien des tractations, les coalisés choisirent un proche des socialistes, Faysal Bin Shamlan, ancien ministre du Pétrole (de mai 1994 à juin 1995), pour être le challenger de 'Ali 'Abd Allah Salih lors du scrutin du 20 septembre. Signe d'une volonté profonde de changement et malgré certaines irrégularités électorales, il obtient finalement 21,82 % des suffrages, parvenant (en dépit de sa proximité avec les socialistes) à mobiliser une large part de l'électorat islamiste et même à être majoritaire dans certaines circonscriptions. Plus que le score, c'est la possibilité entrevue pour la

première fois par la population de dépasser le monopole absolu de la communication gouvernementale qui fera date. Pour un militant : « C'était la première fois que les gens scandaient un autre nom que celui de 'Ali 'Abd Allah Salih et brandissaient une autre photo que la sienne. (...) C'était impossible que Shamlan gagne les élections mais le plus important, c'est le fait qu'il y ait eu pour la première fois de la concurrence dans l'élection. (...) L'essentiel, c'est d'avoir réussi à faire baisser le pourcentage de Salih. » (Poirier 2007)

Les résultats de cette élection se sont certes révélés ambigus. S'ils avaient laissé entrevoir le potentiel d'une alliance des oppositions, ils avaient également démontré la capacité du pouvoir à verrouiller l'espace politique en s'accaparant aussi bien les ressources financières que symboliques. En décembre 2007, le décès de 'Abd Allah al-Ahmar, symbole du partage des ressources politiques, offrait la possibilité au parti au pouvoir d'asseoir encore davantage son monopole sur les institutions en prenant le contrôle de la présidence du Parlement qui, depuis près de quinze ans, était tenue par le cheikh d'al-Islah. A cet égard, les élections législatives prévues pour le printemps 2009 seront un test tant pour le gouvernement que pour l'opposition. S'il est vraisemblable qu'elles affirment le contrôle croissant du CPG au pouvoir, il n'est pas exclu qu'elles laissent apparaître une nouvelle tendance davantage marquée par le pluralisme et le respect des urnes.

L'allié hésitant de la lutte anti-terroriste

Au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, les observateurs – étrangers comme yéménites – se sont un temps demandé dans quelle catégorie de la « war on terror » naissante, cible ou partenaire, le Yémen allait être classé. Plusieurs éléments font alors pencher la balance du côté de la première option : la présence en Afghanistan d'un nombre imposant de nationaux yéménites, le rôle déterminant de l'un d'entre eux, Ramzi Bin al-Shayba, numéro 2 dans la préparation des attaques, arrêté à Karachi un an plus tard, et, plus généralement, la réputation sulfureuse du « pays du père de Ben Laden », pays à la fois instable, corrompu, sous-développé et peuplé de « barbus » et de « tribus » en armes dont les

agissements portent atteinte à la crédibilité d'un État considéré non seulement comme faible, mais aussi comme indulgent envers les forces de l'« axe du mal ».

Soucieux de ne pas répéter les erreurs qui, en 1990-1991, au moment de la guerre du Golfe l'avaient placé au ban des nations occidentales et d'une partie des États arabes, le gouvernement yéménite en septembre 2001 prend le parti de coopérer à la lutte anti-terroriste. Déjà en octobre 2000, l'attentat contre le navire de guerre américain USS Cole à Aden, puis les entraves posées à l'enquête menée par le FBI avaient mis le gouvernement dans une situation délicate. Dès lors, il lui faut jongler avec d'un côté les attentes d'une population et d'une élite politique qui ne sont pas insensibles à la rhétorique aux accents anti-impérialistes d'al-Qaïda, et de l'autre les exigences des États-Unis et de leurs alliés qui criminalisent indistinctement toute expression oppositionnelle ou contestataire usant du référent religieux. Le pouvoir de 'Ali 'Abd Allah Salih va choisir d'assurer une sorte de « service minimum » de coopération sécuritaire : un bureau du FBI est ouvert à Sanaa, des soldats américains forment les militaires yéménites, certains militants sont arrêtés ou extradés (tel le fameux docteur Fadhl, idéologue égyptien d'al-Qaïda, qui exerçait de 1994 à 2001 en tant que médecin dans un hôpital de la ville d'Ibb. Il est emprisonné trois ans à Sanaa avant d'être secrètement déporté vers le Caire). Après l'assassinat extra-judiciaire de Abu 'Ali al-Harithi, leader supposé d'al-Qaïda, par un drone de l'US Army en novembre 2002, les protestations officielles sont plus que timides : l'opération aurait sans doute été même cautionnée par Sanaa. En 2003, Muhammad al-Muayad, cadre du parti al-Islah, est interpellé en Allemagne au terme d'une provocation organisée par les services secrets allemands et américains. Accusé de servir de relais financier pour le Hamas et al-Qaïda, il est extradé aux États-Unis et condamné à soixante-quinze ans de prison en 2005. Seule l'accusation de financement du Hamas est alors retenue par le jury. Sanaa exprime sa réserve et laisse se dérouler des manifestations populaires de soutien à al-Muayad. Fin 2008, son jugement était toutefois remis en cause par une cour américaine.

De cible potentielle de bombardements américains, le Yémen devient un allié qu'il faut ménager. Ce nouveau statut se matérialise notamment à travers

l'augmentation de l'aide versée par les pays occidentaux et la Banque mondiale, le lancement par l'agence américaine USAID de différents projets de développement dans certaines régions, telles le Jawf, Marib ou Shabwa, abritant potentiellement des groupes terroristes, puis par l'invitation du président Salih par George Bush lors du G8 de juin 2004.

Pour atténuer le prix de ses concessions à l'environnement occidental, le gouvernement tente de préserver sa formule politique et fait mine de poursuivre dans la voie de l'intégration dans les structures étatiques des terroirs d'une possible résistance : tribus, acteurs religieux, et partis politiques dans une moindre mesure. Certes, la liste de ses partenaires se restreint mais le régime tente de protéger l'essentiel. Ainsi refuse-t-il d'ordonner la fermeture de l'université privée *al-Iman*, accusée par les Etats Unis de former des combattants au *jihad*. Il refuse tout autant les demandes américaines de geler les avoirs de son fondateur 'Abd al-Majid al-Zindani. Tout juste le gouvernement admet-il la nécessité d'exercer un contrôle plus strict des étudiants étrangers fréquentant les instituts islamiques (fin 2001, il affirme ainsi en avoir expulsé plus de 600 du territoire. En juin 2008, le vice-président déclare (gonflant quelque peu le chiffre) que son gouvernement avait expulsé 16 000 étrangers suspectés de liens avec des activités terroristes). Si certains militants sont effectivement arrêtés, ceux-ci écopent généralement de peines de prison courtes et sont même parfois libérés (Johnsen, 2007). Le cas de Jamal al-Badawi qui, bien qu'accusé d'être le principal organisateur de l'attentat contre le navire américain USS Cole en 2000, est libéré après s'être évadé de prison en 2006, illustre pour les Américains le laisser-faire yéménite.

Afin de démontrer la justesse de son refus de la confrontation directe avec les groupes islamistes, le pouvoir élabore une stratégie de communication permettant de concilier certaines demandes antagonistes (Du Bouchet, 2007). Le gouvernement médiatise notamment, avec succès, le travail de conciliation mené par le juge Hamud al-Hitar (à l'instar d'efforts identiques conduits dans plusieurs pays de la région) (Boucek, 2007) avec les groupes armés. La vocation du juge est de persuader ses interlocuteurs de l'illégitimité religieuse de la lutte armée pour les faire renoncer à toute forme d'action violente. A en croire certains segments du

discours, ce serait grâce à la « commission de dialogue » du juge al-Hitar, et non à la répression, que la société yéménite serait parvenue à échapper aux attentats (au moins jusqu'en 2007-8). Plus vraisemblablement, c'est sans doute grâce à une série de compromis, parfois élaborés au coeur ou au sommet de l'Etat, que les jihadistes, parfois rémunérés par des structures économiques ou même militaires, se sont en partie détournés des chemins de la violence anti étatique ou anti occidentale.

La stratégie yéménite du compromis ne satisfait que très partiellement les Etats-Unis. Des tensions sont très vite apparues, le gouvernement s'entendant accuser régulièrement de duplicité ou de légèreté dans la lutte anti-terroriste. Cautionnant la vision (à l'évidence simplificatrice) d'un « danger » seulement « yéménite », l'Arabie Saoudite a elle-même menacé au début de l'année 2004 de construire une barrière le long de sa frontière sud afin « d'empêcher les infiltrations ». Les révélations sur les implications, raisonnablement vraisemblables, de hauts responsables de l'appareil de sécurité dans les attentats contre le USS Cole, la présence de nombreux Yéménites dans les rangs de la résistance en Iraq, puis les rumeurs entourant l'évasion rocambolesque en février 2006 de 23 individus accusés de terrorisme, finissent par placer le chef de l'Etat yéménite dans cette situation délicate qu'a connue le chef de l'Etat Pakistanais Pervez Musharraf jusqu'à sa démission en août 2008 : le chef de l'administration américaine met explicitement en doute la sincérité de l'implication anti terroriste de son pays.

Si insuffisant soit-il aux yeux des Etats Unis, le soutien yéménite à leur « war on terror » a eu un coût politique qui va être d'entraîner une rupture progressive entre le pouvoir et les militants. Au cours des années 2007 et 2008, le gouvernement s'avère de moins en moins capable de contrôler directement les groupes armés, particulièrement la nouvelle génération influencée par la stratégie iraquienne qui s'en prend à plusieurs reprises aux intérêts économiques, à des bâtiments abritants des forces de sécurité et aux ressortissants occidentaux. Ces nouveaux militants semblent dès lors refuser le compromis que leurs aînés (souvent formés en Afghanistan (al-Jamhi, 2008)) avaient en leur temps accepté. En juillet 2007,

l'assassinat de touristes espagnols à Marib, puis en janvier 2008 l'attaque contre des touristes belges dans le Hadramaout illustrent dans un premier temps cette radicalisation. Au cours du printemps 2008, une première campagne d'attentats (souvent avortés et de faible ampleur) visent à Sanaa les intérêts occidentaux. L'attaque contre la sécurité politique à Seyoun (province du Hadramaout) en juillet 2008 puis contre l'ambassade américaine, particulièrement meurtrière (19 morts), le 17 septembre de la même année, marquent l'ampleur de cette nouvelle stratégie des groupes violents (dont les liens supposés avec certains segments de l'Etat yéménite alimentent bien des rumeurs). Cette violence vient en retour justifier et confirmer la nouvelle approche ouvertement répressive des autorités. Dès lors emprisonnements, tortures et assassinats ciblés nourrissent les attentats et (contre-)violences à venir. Cette spirale, auquel le Yémen a longtemps semblé échapper, est sans doute maintenant malheureusement lancée.

D'avantage qu'un double discours, la stratégie du compromis qui a pu prévaloir un temps révélait surtout l'inachèvement d'un Etat qui, plus qu'ailleurs, se voyait forcé de composer avec des groupes sociaux très différents. La complexité de l'Etat, la multiplicité de ses intérêts et l'intégration des différentes composantes du paysage politique constituaient bien un atout permettant de préserver un certain pluralisme.

L'Arabie longtemps dite « heureuse » n'est donc pas ressortie indemne de ces sept années de lutte « contre la terreur ». En partie abrité sous le slogan d'une « lutte contre le terrorisme » destinée à plaire à Washington, le rétrécissement du champ politique s'est considérablement aggravé. Et dès 2003, Amnesty International pouvait affirmer à juste titre que : "The government's security policies adopted in the wake of 11 September events represent a serious setback to its previous progressive undertakings and a further drift away from its obligations under international human rights treaties."

La guerre contre les "perdants de l'histoire"

Ce n'est pourtant pas là que se situe l'accroc le plus manifeste et le plus grave à la configuration politique du début des années 1990 et le signe le plus tangible de l'entrée du Yémen dans la « norme institutionnelle arabe » de l'autoritarisme, où une répression militarisée pallie l'ampleur des carences du système de représentation et de redistribution. Ainsi, la fracture la plus grave s'est sans doute produite ailleurs : dans le ciment de la transaction essentielle, obtenue à la fin des années 1960 au terme de la longue guerre civile, entre les fondateurs de la République et le camp des fidèles royalistes de la doctrine zaydite, héritiers du régime millénaire de l'imamat déchu, devenus depuis l'avènement de la République, les « perdants » de l'histoire contemporaine du pays (Vom Bruck, 2005 ; Burgat 2006 ; Dorlian, 2006). C'est sans doute la lamentable « affaire al-Huthi » et ses milliers de morts, trop longtemps occultés, qui révèlent crûment aujourd'hui le versant le plus obscur du régime politique yéménite et de l'imposition unilatérale des exigences sécuritaires américaines au Yémen.

Dans le contexte post-11 septembre, face à des exigences toujours plus pressantes venues de Washington, le pouvoir a vraisemblablement cherché à offrir à ses « alliés » les gages de son investissement dans la lutte anti-terroriste. De fait, la focalisation sur les questions de sécurité a favorisé un durcissement du pouvoir qui s'est matérialisé de manière caricaturale à partir de juin 2004 dans la campagne militaire de grande ampleur menée dans le nord du pays contre un groupe dont rien ne permet sérieusement de penser qu'il menaçait l'assise du régime républicain : « la Jeunesse croyante » (*al-Shabab al-mu'min*), mobilisée successivement par Husayn Badr al-Din al-Huthi, puis après son élimination physique en septembre 2004, par son père Badr al-Din et son frère 'Abd al-Malik.

Fils d'une famille de l'aristocratie religieuse du Nord-Yémen, Husayn Badr al-Din al-Huthi a été, en 1990, l'un des fondateurs du Hizb al-Haqq, une des réminiscences, dans l'ère républicaine, de l'expression politique du rite zaydite sur lequel reposait l'imamat. De 1993 à 1997, il a été député du parti al-Haqq, dont les alliances fluctuaient alors entre l'opposition (avant la guerre civile de 1994) et le parti au pouvoir, le CPG, duquel l'un de ses frères, Yahya, était député au parlement en 2004. En 1997, son mandat parlementaire n'ayant pas été renouvelé,

Husayn a créé, avec les encouragements du chef de l'État, une association piétiste, La Jeunesse croyante, dont l'objectif était de raviver le zaydisme. Après le 11 septembre 2001, al-Huthi, se sentant peut-être moins tenu que les élus au respect des consignes de modération du régime, a commencé à exprimer sans retenue le ressentiment populaire anti-américain et anti-israélien. Son association faisait notamment usage d'un slogan qui appelait à la « mort d'Israël » et « des États-Unis » et à la « victoire de l'islam », tous souhaits au demeurant très peu « zaydites » et relativement banals dans l'atmosphère religieuse et politique de la campagne américaine contre l'Afghanistan puis contre l'Iraq. À partir de la fin de l'année 2002, le chef de l'État a choisi de dire clairement que la virulence des propos d'al-Huthi risquait de nuire aux relations avec les États-Unis. Face aux remontrances exprimées par l'ambassadeur américain Edmund Hull, il a ensuite affecté de s'émouvoir en entendant les slogans radicaux repris en sa présence dans l'une des mosquées de Sa'da où il était de passage, en route pour le pèlerinage à la Mecque.

Prenant le prétexte d'un accrochage entre les membres de « la Jeunesse croyante » et certains militaires, le gouvernement lance donc le 18 juin 2004 une grande offensive dans la région de Sa'da contre ce groupe qu'il avait autrefois soutenu afin de faire contrepoids aux salafis installés dans cette région proche de la frontière saoudienne (Burgat et Sbitli, 2003). L'armée sous-estime la résistance à laquelle elle est confrontée dans cette région longtemps restée à l'écart des politiques de développement impulsées par l'Etat. Après l'échec de différentes tentatives de conciliation tribalo-religieuse, la violence s'intensifie et des villages sont bombardés par l'armée. Celle-ci obtient le soutien tant militaire qu'intellectuel de militants islamistes sunnites prompts à stigmatiser l'identité zaydite en la déclarant contraire à l'islam. La dureté extrême des combats, qui s'interrompent en septembre 2004 avec la mort de Husayn al-Huthi avant de reprendre en mars 2005 puis épisodiquement depuis, entraîne la mort de plusieurs milliers d'individus, civils, militaires et rebelles. L'investissement du Qatar dans la recherche d'une solution pacifique n'a que peu d'effet. Au printemps 2008, l'assassinat d'un député de la région de Sa'da puis l'attentat contre une mosquée proche du pouvoir intensifient une nouvelle phase, plus brutale encore, de la guerre. La zone de combat s'élargit

et atteint, en mai 2008, les alentours de la capitale. En juillet 2008, le Président Salih déclare unilatéralement la fin des hostilités et annonce le lancement de vastes programmes de développement dans la région de Sa'da. Le cessez-le-feu, bien que globalement respecté, semble toutefois bien fragile et nombreux sont les observateurs qui ne croient pas à une résolution définitive de ce conflit meurtrier.

Parallèlement aux affrontements armés, le gouvernement mène depuis 2004 une campagne répressive à l'encontre d'intellectuels zaydites, interdit de nombreux ouvrages et ordonne la fermeture temporaire de journaux. En juin 2008, le journaliste 'Abd al-Karim al-Khaywani est condamné à six années de prison pour ses liens supposés avec la rébellion. Il est finalement gracié par le Président Salih fin septembre de la même année à l'occasion du ramadan.

Afin de préserver au maximum l'équilibre républicain construit depuis la révolution de 1962, c'est ainsi contre les « perdants de l'histoire » qu'incarne la minorité zaydite, et non directement contre les islamistes sunnites issus ou non de la tendance des Frères musulmans, que le gouvernement a choisi de diriger l'essentiel de la répression. Au contraire, il va même en quelque sorte utiliser le prétexte de cette guerre pour se relégitimer auprès d'eux. Comme en 1994 contre les anciennes élites socialistes de l'ex-Yémen du Sud, le pouvoir cristallise ainsi sa « défense des fondamentaux » de la nation (unité et régime républicain) en s'opposant à un groupe dont, pour ne pas avoir à assumer ses revendications très « modernes » (une réticence populaire devant la militarisation de la diplomatie des Etats-Unis), il a choisi de surdéterminer l'appartenance (zaydite) primaire, processus qui lui permet alors de l'assimiler à l'« ancien régime » de l'imamat. Ainsi, pour ne pas avoir à s'en prendre au nationalisme politiquement porteur du tribun zaydite, le pouvoir lui a attribué un programme à la fois « réactionnaire » et « antinational » : la restauration de l'ancien régime et la collusion, par Hizb Allah libanais interposé, avec l'étranger (en l'occurrence l'Iran chiite). Cette stratégie n'était pas dépourvue de contradictions. Elle réouvrait une fracture sectaire que le pacte qui avait mis fin à la guerre civile avait réussi à dépasser. Paradoxalement, elle pouvait également se révéler contre-productive – le pouvoir en avait-il pleinement conscience lorsqu'il a lancé ses premières attaques ? – car elle cautionnait

implicitement l'identification du rejet très populaire de la politique américaine à une appartenance zaydite potentiellement oppositionnelle.

Husayn al-Huthi a rejeté les accusations formulées par le pouvoir à plusieurs reprises, aussi bien dans des médias internationaux (dont la BBC) que lors de manifestations symboliques de loyauté au régime républicain et à son chef, où il brandissait le drapeau de la République face aux assauts de l'armée. Grâce à une propagande efficace qui fait de la « Jeunesse croyante » un groupe terroriste financé par l'Iran, le gouvernement a réussi à criminaliser sans réserve les « rebelles chites » et autres « partisans d'al-Huthi », à encourager la stigmatisation des zaydites et hachémites par les militants islamistes sunnites, et à inscrire sa campagne de répression dans le cadre vendeur de « la lutte anti-terroriste ». La « Jeunesse croyante » ne partage pourtant pas grand-chose avec al-Qaïda si ce n'est une (banale) rhétorique anti-sioniste et anti-américaine qui ne suffit pas à constituer une réelle menace ni pour le pouvoir du Président Salih ni pour les Etats-Unis.

Cette guerre, n'est certes pas étrangère aux rivalités et luttes sur l'échiquier politique yéménite, elle est toutefois avant tout le résultat d'une focalisation excessive sur les questions de sécurité encouragée par la lutte anti-terroriste qu'impose l'agenda international dominant. De fait, le Yémen se trouve pris dans un certain paradoxe qui fait que les pressions exercées par les occidentaux sur le gouvernement yéménite au nom de la sécurité amènent ce dernier à sur-réagir face à toute menace sur les intérêts occidentaux. Par ce biais, il entre dans une spirale qui affecte la sécurité des Yéménites et met en péril la stabilité du système politique en accentuant très directement son caractère autoritaire et répressif.

Les fissures de l'unité : la question du Sud

Dans un tout autre contexte, au lendemain de l'unification de 1990, les élites socialistes de l'ex-Yémen du Sud (défaites dans un premier temps par la fin de la guerre froide) avaient fait face à la répression du pouvoir de Sanaa. Sur le plan institutionnel comme sur le plan politique, l'unité avait été mal préparée, laissant place à une période de transition de quatre ans qui favorisait la concurrence entre

les dirigeants des deux entités et maintenait deux armées distinctes ainsi que deux systèmes monétaires et bureaucratiques. Au cours de l'année 1993, l'assassinat de nombreux leaders socialistes tendait considérablement une situation qui dissimulait alors mal la nouvelle domination des élites du Nord. Sans surprise, les élites du Sud allaient fugitivement tenter en mai 1994 de retrouver leur autonomie. L'unification, plus fragile que jamais sur le terrain politique, allait à partir de juillet 1994 être perçue par certains comme le simple produit d'une victoire militaire du Nord sur le Sud et non comme un processus naturel visant à rétablir l'anomalie de la division de la nation yéménite.

Jusqu'à ce jour, pas toujours sans raison, les populations des provinces de l'ex-Yémen du Sud s'estiment victimes de discriminations à l'embauche tant dans la fonction publique que dans l'armée. Elles aiment à rappeler la faiblesse des investissements de l'Etat dans leurs régions, et particulièrement à Aden qui connaît depuis les années 1960 un long et douloureux déclin. Au cours des années 1990, la re-privatisation des terres agricoles (notamment dans la plaine fertile d'Abyan) après la nationalisation de la période socialiste profite largement aux élites du Nord ou à leurs alliés politiques, au détriment des paysans locaux. Par ailleurs, l'unité est parfois vécue par certains comme un retour en arrière, dans la mesure où elle a redonné du pouvoir à certaines élites tribales un temps affaiblies, aboutissant même à les imposer dans des régions où elles n'avaient jamais réellement existé en tant que telles. La violence des vendettas ou encore l'imposition du droit tribal sont alors perçues comme autant d'éléments accréditant la thèse d'une « tribalisation » du système politique yéménite à travers la domination du Nord et le pouvoir accru des chefs de tribus, au parlement, dans les instances politiques locales, dans l'armée ou encore directement auprès du président. Selon une expression populaire dans les gouvernorats du Sud, le Nord est désigné par le terme « d'al-Dahabisha » dont les habitants sont les « Dahbashi ». Ces surnoms moqueurs font référence à un célèbre feuilleton humoristique de la télévision yéménite diffusé dans les années 1990 dans lequel le héros, appelé Dahbash, faisait preuve d'un certain manque de raffinement couramment attribué aux hommes de tribu des hauts-plateaux zaydites

du nord. Ce quolibet oppose donc implicitement la finesse, l'urbanité et l'intelligence des habitants du Sud à la brutalité, voire la bêtise de ceux du Nord.

Sur un autre plan, le fait que les principales ressources en hydrocarbures soient situées dans les provinces de l'ex-Yémen du Sud (Shabwa et Hadramaout en particulier) accroît encore davantage le sentiment de dépossession lié à l'unité. D'anciens leaders socialistes, dont l'ex-président du Sud, 'Ali Nasir Muhammad, exilé en Syrie et entretenant des relations ambiguës avec le pouvoir yéménite, s'appuient aujourd'hui sur ce sentiment populaire pour y trouver une nouvelle légitimité et prendre la tête de la contestation, dénonçant « la corruption » du régime de Sanaa et « son incapacité à assurer le développement économique du pays ». Au cours de l'année 2008, l'ampleur des manifestations et de la répression par l'armée nationale ont pu laisser craindre le développement d'un nouveau mouvement plus ouvertement sécessionniste.

La région orientale du Hadramaout a une position singulière dans le canevas complexe de la nation. Son histoire et sa culture particulières ainsi que les liens transnationaux que ses habitants ont établis par delà les océans et avec les autres pays de la péninsule Arabique au fil des siècles alimentent une identité régionale forte que le système républicain ne semble jamais être parvenu à affaiblir (Freitag, Clarence-Smith (dir.), 1997). En 1994, lors de la sécession du Sud, l'engagement de commerçants ou de religieux hadramis (souvent liés à l'Arabie Saoudite) au côté des anciennes élites socialistes illustre moins leur attachement à l'idéologie de ces derniers que certaines tentations autonomistes, voire indépendantistes, de cette région. Elle démontre également l'influence d'une politique saoudienne qui a longtemps joué la carte de la division du Yémen, en s'appuyant notamment sur les réseaux du Hadramaout mais aussi du Yafi' et de Shabwa. Depuis la décennie 2000, l'investissement croissant de l'Etat central dans le développement du Hadramaout illustre la volonté du gouvernement yéménite d'intégrer pleinement cette région, notamment en tirant profit des riches commerçants saoudo-yéménites, telle les familles Buqshan ou Ben Laden. C'est ainsi que le quinzième anniversaire de l'unité fut organisé à Mukalla, principale ville hadramie et donna lieu à des travaux de grande envergure et à l'annonce de nouveaux projets

économiques dans le domaine de la pêche ou du tourisme. On peut y lire une volonté gouvernementale de rééquilibrer les politiques de développement des provinces de l'ex-Yémen du Sud en faveur du Hadramaout et aux dépens d'Aden, la capitale mal aimée de la sécession de 1994.

Dans le but de limiter les résistances des structures traditionnelles et la survivance de sentiments infra-nationaux, l'Etat a engagé, depuis 2000, un processus de décentralisation territoriale. Faute de moyens financiers et matériels accordés aux instances locales élues, cette politique ne convainc guère, ni la population, ni même les bailleurs de fonds internationaux qui l'ont pourtant appuyée. Cet échec, combiné aux tensions qui se développent dans les régions de l'ex-Yémen du Sud, ont amené certaines formations politiques à questionner ouvertement la viabilité de la formule unitaire et le système centralisé de redistribution des ressources. Le petit parti de la Ligue des fils du Yémen (Rabita abna' al-Yaman, dirigée par le Hadrami 'Abd al-Rahman al-Jiffri, rentré au Yémen en 2007 après quatorze années d'exil du fait de son implication dans la sécession de 1994) n'a pas hésité à proposer la création *de facto* d'un Etat fédéral et la division du pays en sept régions jouissant d'une large autonomie politique et économique et dotées de revenus proportionnels aux ressources naturelles exploitées sur leur sol .

Des perspectives incertaines ?

Dans ce contexte fragile caractérisé par la multiplication des crises et de la violence, la stabilité du Yémen ainsi que la pérennité de son équilibre politique sont également conditionnées par le rajeunissement de ses élites, de sérieux défis économiques et environnementaux et l'aggravation des tensions régionalistes.

'Ali 'Abd Allah Salih a célébré le trentième anniversaire de son règne le 17 juillet 2008. Si la campagne de l'élection présidentielle de 2006 a été marquée par un regain du culte de la personnalité du président, présenté par ses partisans comme le seul garant possible de l'unité et de la stabilité, le pouvoir n'en demeure pas moins usé (Wedeen, 2008). 'Ali 'Abd Allah Salih (né en 1942) est dit malade et

ses apparitions publiques se font plus rares. Son fils Ahmad, qui dirige les forces spéciales mais reste un personnage discret dans l'échiquier politique, est cité comme l'un de ses possibles successeurs. Parmi les proches du président comme au sein de l'appareil d'Etat et de l'armée, la problématique de la succession aiguise les tensions et constitue une source potentielle de déstabilisation.

Une autre étape majeure du renouvellement de la classe et de la formule politique issues de la révolution de 1962 a été franchie en décembre 2007 avec le décès du cheikh 'Abd Allah al-Ahmar, figure tutélaire et historique du système politique yéménite. Bien que sa succession ait été en apparence réglée, sa disparition pourrait avoir pour effet de débrider l'alliance oppositionnelle passée par la gauche socialiste avec les islamistes l'amenant à se montrer plus intransigente qu'elle ne l'a été jusqu'alors à l'égard du pouvoir. Deux des fils du cheikh (Hamid, important homme d'affaire et Husayn) jouent déjà un rôle important dans l'opposition. Moins tenus que leur père par le compromis républicain d'une opposition « bien tempérée », ils sont sans doute plus portés à adopter une stratégie de confrontation et à y entraîner certains segments de leurs alliés tribaux.

Un autre facteur d'incertitude est lié à l'économie. La hausse du prix des matières premières, notamment alimentaires, l'inflation, la corruption, le chômage endémique et la pauvreté sont autant de problèmes à même de déstabiliser l'équilibre politique. La crise économique mondiale est alors un facteur aggravant que l'exploitation des réserves de gaz naturel à compter de 2009 ne vient que très partiellement compenser. Le parti pris du régime de négliger le budget de l'éducation au profit du budget militaire ou utilisant environ un tiers du budget de l'Etat pour subventionner les carburants imposent des réformes qui, à n'en pas douter, produiront du mécontentement et de l'instabilité. En juillet 2005 déjà, la hausse des prix de l'essence et du diesel avait entraîné des émeutes, violemment réprimées par les forces de l'ordre et faisant plusieurs dizaines de morts.

Dans le contexte de la fin de l'année 2008, l'immense manne financière que tire le gouvernement saoudien des prix élevés des matières premières donne à ce dernier une marge de manœuvre importante pour intervenir au Yémen par le biais de projets de développement mais aussi en imposant son propre agenda visant

autant à asseoir sa propre influence dans certaines régions qu'à renforcer celle de l'Etat central yéménite. Les formes et les objectifs de l'interventionnisme économique saoudien restent donc aujourd'hui une variable importante de l'avenir politique yéménite.

L'épuisement des ressources aquifères dans la région de Sanaa mais aussi dans celle de Taz (au sud-ouest du pays) constitue un autre facteur de déstabilisation potentielle. L'assèchement des nappes phréatiques autour de la capitale (qui compte en 2008 environ 2 millions d'habitants) au cours des dix prochaines années (conjugué à une croissance démographique particulièrement élevée) entraînera sans doute des mouvements de populations et d'importantes tensions sociales, voire des violences pour le contrôle des puits. Les mesures prises pour faire face à cette grave crise environnementale ne sont manifestement pas à la hauteur : ni le gouvernement yéménite ni la communauté internationale ne semblent aujourd'hui réellement préparés.

A moyen terme, l'attitude des partenaires internationaux du Yémen (bailleurs de fonds et gouvernements occidentaux comme puissances régionales) est également source d'incertitude. La dépendance du Yémen à l'égard de l'aide internationale est telle que les priorités affichées par son gouvernement (mais pas nécessairement mises en œuvre) sont largement dictées par ses partenaires. C'est ainsi que la focalisation excessive des gouvernements occidentaux (au premier rang desquels les Etats-Unis) ainsi que du voisin saoudien sur la lutte anti-terroriste se fait au dépend de problématiques autrement plus déstabilisatrices et encourage les tentations autocratiques du pouvoir. L'exemple de la guerre de Sa'da montre pourtant que les pressions exercées pour réprimer certains des alliés traditionnels du pouvoir ou ceux que nous avons appelés les « perdants de l'histoire » se révèlent contre-productives tant pour la stabilité du pays que pour la sécurité internationale. La timidité autant que le retard des critiques adressées par les gouvernements occidentaux ou les institutions internationales à la répression meurtrière de la « rébellion huthiste » prend valeur de blanc seing donné au régime. Face aux milliers de victimes et de déplacés et face aux bombardements de civils, la position

d'indulgence peut-elle être défendue ? Le statu-quo favorisé implicitement par les chancelleries occidentales lors de l'élection présidentielle de 2006, ainsi que la discrétion de mise face tentations autoritaires du pouvoir, favorisent-ils réellement l'objectif de démocratisation du « Grand Moyen-Orient » ? Dès lors que « le terrorisme » (des uns), qui n'affecte qu'indirectement et marginalement la vie des Yéménites, est considéré comme la principale source d'instabilité et que d'autres logiques de tension, autrement plus meurtrières, sont ignorées avec un certain cynisme, tout porte à craindre que la violence aille croissante et que se multiplient les phénomènes de contre-violence.

<u>Conclusion :</u>

A bien des égards, on est en droit de penser que l'imposition d'une logique sécuritaire unilatérale à une « démocratie émergente » a conduit au Yémen, en temps de paix, à laisser ou même à pousser le régime à entrer dans une sorte de spirale répressive qui n'est pas sans rappeler, dans son mécanisme sinon dans son ampleur, celle des régimes égyptien et algérien des années 1990.

Le pouvoir semble avoir fait le pari risqué d'identifier la dénonciation radicale de la politique américaine aux ambitions sectaires des ex-vaincus zaydites de la révolution républicaine. Sa communication associe de même le mécontentement des communautés de l'ex-Yémen du Sud aux anciennes élites socialistes. Ce faisant, il s'est déchargé d'abord de tout devoir de reconnaissance du caractère « moderne » de ces protestations. Plus dangereusement, il a ouvert une brèche profonde dans l'édifice politique, non point tant le long de la ligne d'un néo-anti-impérialisme anti-américain que, de façon bien plus préjudiciable, le long de la fracture confessionnelle et sectaire héritée de la vieille guerre civile des années 1960. Dans le but de donner des preuves de bonne volonté à son partenaire américain et avec le silence complice de la « communauté internationale », le partenaire yéménite obligé de la « guerre contre la terreur » a pris le risque de recourir à une violence dont les ressources traditionnelles du système auraient très

probablement permis, dans un autre contexte, de faire l'économie. Ses effets sont aujourd'hui d'une gravité sans commune mesure avec la menace que représentait le discours radical d'une frange activiste de la société. Elles infligent à la dynamique de modernisation du pays un revers très éloigné des objectifs de « démocratisation » avancés par Washington pour justifier sa présence dans la région.

De même, les critiques américaines de l'engagement timide et souvent ambigu du pouvoir yéménite dans la « Global War on Terror », ainsi qu'un changement de stratégie des groupes violents plus ou moins identifiés à al-Qaïda transforment, sans doute durablement, l'équilibre politique et sécuritaire. Alors que pendant longtemps, les griefs des mouvements islamistes armés à l'égard du gouvernement restaient limités, leur répression croissante entraîne vraisemblablement le pays dans un engrenage potentiellement dangereux où la violence exercée par l'Etat policier favorise en retour la radicalisation de ses opposants.

Face à cette remise en cause de l'équilibre politique laborieusement (mais efficacement) construit par le projet républicain puis par l'unité de 1990, la résilience et la capacité d'adaptation du régime yéménite ne doivent pas être sous-estimées. Les faits ont régulièrement contredit les nombreux observateurs qui, au cours des vingt dernières années, prédisaient régulièrement l'explosion du pays ou sa descente aux enfers d'une situation « à la somalienne ». La multiplication des fronts, des crises et des incertitudes incite certes à reconnaître que le Yémen traverse une zone de turbulence plus rudes encore qu'au cours du quart de siècle écoulé. Mais la complexité et le caractère contradictoire des dynamiques en cours empêchent de souscrire aux jugements les plus tranchés qui voudraient annoncer qu'à Sanaa, l'heure des ruptures aurait sonné le glas de l'ère des ... adaptations.

<u>Bibliographie :</u>

- Amin Abu Zayd, *Al-wahhabiyya wa khataruha 'ala mustaqbal al-Yaman al-siyasi*

(Le wahhabisme et son danger pour le futur du Yémen politique), Beyrouth : Mu'assasa al-basa'ir, 1991, 71 p.

- Mohamed al-Ahnaf, « Al-Fudhayl al-Wartilani, un Algérien au Yémen : le rôle des Frères Musulmans dans la Révolution de 1948 », *Chroniques Yéménites*, n°7, 2000, p. 49-60.

- Isma'il bin 'Ali Al-Akwa', *Al-zaydiyya : nashatuha wa mu'taqidatuha* (Le zaydisme : ses activités et ses convictions), SLE, 2000, 126 p.

- Saeed Badeeb, *The Saudi-Egyptian Conflict over North Yemen 1962-1970*, Boulder : Westview Press, 1986, 148 p.

- Sara Ben Nefissa, Maggy Grabunzija, Jean Lambert (dir.), *Société civile, associations et pouvoir local au Yémen*, Sanaa : Centre français d'archéologie et de sciences sociales de Sanaa, 2008, 332 p.

- Laurent Bonnefoy, « Les identités religieuses contemporaines au Yémen : convergence, résistances et instrumentalisations », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°121-122, 2008, p. 201-215.

- Laurent Bonnefoy, *Les relations religieuses transnationales contemporaines entre le Yémen et l'Arabie Saoudite: un salafisme importé ?*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 2007, 511p.

- Christopher Boucek, "Extremist Reeducation and Rehabilitation in Saudi Arabia", *Terrorism Monitor*, vol. 5, n°16, 2007, p. 1-4.

- Michaelle Browsers, « Origins and architects of Yemen's Joint Meeting Parties », *International Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 39, n°4, 2007, p.565-586.

- François Burgat, « Ahmad Muhammad Nu'man et la construction d'une identité nationale yéménite », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°121-122, 2008, p. 183-198.

- François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'al-Qaida*, Paris : La Découverte, 2005, 215 p.

- François Burgat, Mohamed Sbitli, « Les salafis au Yémen ou ... la modernisation malgré tout », *Chroniques yéménites*, n°10, 2003, p. 123-152
- François Burgat, Marie Camberlin, « Révolution mode d'emploi : Zubayri et les erreurs des libres », *Chroniques yéménites*, n°9, 2002, p. 107-116.
- François Burgat, « Les élections présidentielles de 1999 au Yémen : du « pluralisme armé » au retour à la norme arabe », *Maghreb Machrek*, n°174, 2000, p. 67-75.
- Sheila Carapico, "Arabia Incognita: An Invitation to Arabian Peninsula Studies" in Madawi Al-Rasheed, Robert Vitalis (dir.), *Counter-Narratives. History, Contemporary Society, and Politics in Saudi Arabia and Yemen*, , New York : Palgrave, 2004, p. 11-33
- Renaud Detalle (dir.), *Tensions in Arabia : The Saudi-Yemeni Fault Line*, Baden Baden : Nomos Verlagsgesellschaft, 2000, 181 p.
- Renaud Detalle, « Les islamistes yéménites et l'Etat : vers l'émancipation ? » in Basma Kodmani-Darwish, May Chartouni-Dubarry (dir.), *Les Etats arabes face à la contestation islamiste*, Paris : Ifri / Armand Colin, 1997, p. 271-298.
- Renaud Detalle, « Les partis politiques au Yémen : paysage après la bataille », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n°81-82, 1996, p. 331-348.
- Leigh Douglas, *The Free Yemeni Movement 1935-1962*, Beyrouth : American University of Beirut, 1987, xix-287 p.
- Samy Dorlian, « Zaydisme et modernisation : émergence d'un nouvel universel politique ? », *Chroniques yéménites*, n°13, 2006, p. 93-109
- Paul Dresch, Bernard Haykel, "Stereotypes and Political Styles: Islamists and Tribesfolk in Yemen", *International Journal of Middle East Studies*, n°27, 1995, p. 405-431
- Paul Dresch, James Piscatori (dir.), *Monarchies and Nations: Globalisation and Identity in the Arab States of the Gulf*, New York : IB Tauris, 2005, vii-311 p.
- Paul Dresch, *A History of Modern Yemen*, Cambridge : Cambridge University Press, 2000, 285 p.

- Ludmila Du Bouchet, "The State, Political Islam and Violence: The Reconfiguration of Yemeni Politics since 9/11" in Amélie Blom, Laetitia Bucaille, Luis Martinez (dir.), *The Enigma of Islamist Violence*, Londres : Hurst, 2007, p. 137-164.
- Caesar Farah, *The Sultan's Yemen: Nineteenth Century Challenges to Ottoman Rule*, London: IB Tauris, 2002, 384 p.
- Ulrike Freitag, William Clarence-Smith (dir.), *Hadhrami Traders, Scholars and Statesmen in the Indian Ocean, 1750-1960s*, Leiden : Brill, 1997, x_392 p.
- 'Abd al-Fattah al-Hakimi, *Al-Islamiyun wa al-siyasa : al-ikhwan al-muslimun namudhajan* (Les islamistes et la politique : l'exemple des Frères musulmans), Sanaa : Al-muntada al-jami'i, 2003, 133 p.
- Fred Halliday, *Arabia Without Sultans*, Harmondsworth : Penguin Press, 1974, 526 p.
- Bernard Haykel, *Revival and Reform in Islam. The Legacy of Muhammad al-Shawkânî*, Cambridge : Cambridge University Press, 2003, 267 p.
- Engseng Ho, *The Graves of Tarim: Genealogy and Mobility Across the Indian Ocean*, Berkeley : University of California Press, 2006, xxvi-379 p.
- Sa'id 'Ubayd al-Jamhi, *Al-Qa'ida fi al-Yaman (Al-Qa'ida au Yémen)*, Sanaa : Maktaba al-Hadara, 2008, 424 p.
- Gregory Johnsen, "Tracking Yemen's 23 Escaped Jihadi Operatives", *Terrorism Monitor*, vol. 5, n°18, 2007, p. 5-7.
- Tomislav Klaric, "Le Yémen au XVIIème siècle : territoire et identités", *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°121-122, 2008, p. 69-78.
- Joseph Kostiner, *Yemen. The Tortuous Quest for Unity, 1990-1994*, London : Royal Institute of International Affairs, 1996, 132 p.
- Liliane Kuczynski « Les Juifs du Yémen : approche ethnologique », in Joseph Chelhod (dir.), *L'Arabie du Sud, histoire et civilisation*, tome 3, Paris : Maisonneuve et Larose, 1985, p. 277-302.
- Helen Lackner, *P.D.R. Yemen: Outpost of Socialist Development in Arabia*, Londres :

Ithaca Press, 1985, 219 p.

- Rémy Leveau, Franck Mermier, Udo Steinbech (dir.), *Le Yémen contemporain*, Paris : Karthala, 1999, 459 p.

- Ibrâhîm Ahmad Al-Maqhafi, *Mu'jam al-buldân wa al-qabâ'il al-yamaniyya* (Dictionnaire des lieux et tribus yéménites), 2 tomes, Sanaa : Dâr al-kalima, 2002, 1943 p.

- Franck Mermier, « L'islam politique au Yémen ou la « Tradition » contre les traditions ? », *Maghreb Machrek*, n° 155, 1997a, p. 6-19.

- Franck Mermier, *Le Cheikh de la nuit. Sanaa, organisation des souks et société citadine*, Arles Sindbad/Actes Sud, 1997b, 253 p.

- Brinckley Messick, *The Calligraphic State : Textual Domination and History in a Muslim Society*, Berkeley: University of California Press, 1996, 324 p.

- Sarah Philips, *Yemen's Democracy Experience in a Regional Perspective: Patronage and Pluralized Authoritarianism*, London: Palgrave Macmillan, 2008, 352 p.

- Marine Poirier, « Les élections présidentielles du 20 septembre 2006 au Yémen : entre ouverture avérée et verrouillage assuré », mémoire de Master 2 Modes d'Action Politique Comparés, IEP d'Aix-en-Provence, 2007, 113p.

- Faris al-Saqqaf, *Ilgha' al-Ma'ahid al-'ilmiyya wa tawhid al-ta'alim* (La disparition des Instituts scientifiques et l'unification de l'enseignement), Sanaa: Markaz dirasat al-mustaqbal, 2004, 49 p.

- Jérémie Schiettecatte, « La population des villes sudarabiques préislamiques : entre 'asabiyya et hadarî », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°121-122, 2008, p. 35-51.

- Jillian Schwedler, *Faith in Moderation. Islamist Parties in Jordan and Yemen*, Cambridge: Cambridge University Press, 2007, 280 p.

- Robert Serjeant, "Yâfi', Zaydîs, Al bû Bakr b. Sâlim and others: Tribes and Sayyids", in Robert Serjeant (dir.), *Arabian Studies*, Cambridge: Cambridge University Press,

1990, p. 83-105.

- `Abd al-Malik al-Shaybani, *Al-Yaman fi al-Kitab wa al-Sunna* (Le Yémen dans le Livre et la Tradition), Sanaa : Maktabat Khalid Ibn al-Walid, 2003, 170 p.
- Jamal al-Suwaidi (dir.), *The Yemeni War of 1994. Causes and Consequences*, Londres : Saqi Books, 1995, 124 p.
- Eric Vallet, *Pouvoir, commerce et marchands dans le Yémen rasûlide (626-858/1229-1454)*, thèse de doctorat, Université de Paris I, 2006, 585 p.
- Daniel Martin Varisco, "On the Meaning of Chewing: The Significance of Qat (*Catha edulis*) in the Yemen Arab Republic", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 21, n°1, 1986, p. 1-13.
- Gabriele Vom Bruck, *Islam, Memory, and Morality in Yemen: Ruling Families in Transition*, New York : Palgrave, 2005, xix-348 p.
- Lisa Wedeen, *Peripheral Visions: Publics, Power, and Performance in Yemen*, Chicago: University of Chicago Press, 2008, 320 p.